

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Decimation-des-banques-occidentales-au-premier-semester-2012>

Crise systémique globale

# « Décimation » des banques occidentales au premier semestre 2012

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : lundi 17 octobre 2011

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---



Comme anticipé par LEAP/E2020, le second semestre 2011 voit le monde continuer sa descente infernale dans la dislocation géopolitique globale caractérisée par la convergence des crises monétaire, financière, économique, sociale, politique et stratégique. Après une année 2010 et un début 2011 qui aura vu le mythe d'une reprise et d'une sortie de crise voler en éclat, c'est désormais l'incertitude qui domine les processus de décision des Etats comme des entreprises et des individus, générant inévitablement une inquiétude croissante pour les années à venir. Le contexte s'y prête particulièrement : explosions sociales, paralysie et/ou instabilité politique, retour de la récession mondiale, peur sur les banques, guerre monétaire, disparition de plus d'une dizaine de milliers de milliards USD d'actifs-fantômes en trois mois, chômage durable et en hausse généralisé, ...

C'est d'ailleurs cet environnement financièrement très insalubre qui va générer la « *décimation* [1] des banques occidentales » au cours du premier semestre 2012 : avec leur rentabilité en chute libre, leurs bilans en pleine déconfiture, avec la disparition de milliers de milliards USD d'actifs, avec des Etats poussant de manière croissante à la réglementation stricte de leurs activités [2], voire à leur mise sous tutelle publique et avec des opinions publiques de plus en plus hostiles, l'échafaud est désormais dressé et au moins 10% des banques occidentales [3] vont devoir y passer dans les prochains trimestres.

Pourtant, dans cet environnement de plus en plus chaotique en apparence, des tendances se dégagent, des perspectives parfois positives apparaissent, ... et surtout, l'incertitude est beaucoup moins forte qu'on pourrait le croire, pour peu qu'on analyse l'évolution du monde avec une grille de lecture du *monde-d'après-la-crise* plutôt qu'avec les critères du monde-d'avant-la-crise.

Dans ce numéro 58 du GEAB, notre équipe présente également ses anticipations 2012-2016 des « risques-pays » pour 40 Etats, démontrant qu'on peut décrire les situations et identifier les tendances lourdes à travers le « brouillard de guerre » actuel [Brouillard de guerre auquel les médias dominants contribuent d'ailleurs fortement au lieu d'essayer de clarifier la situation.]]. Dans un tel contexte, cet outil d'aide à la décision s'avère très utile pour l'investisseur individuel comme pour le décideur économique ou politique. Notre équipe présente également l'évolution du GEAB \$ Index et ses recommandations (or-devises-immobilier), y compris bien entendu les moyens pour se protéger des conséquences de la prochaine « *décimation* des banques occidentales ».

*Pour ce communiqué public du GEAB N°58, notre équipe a choisi de présenter un extrait du chapitre sur la *décimation* des banques occidentales au premier semestre 2012.*

### **Premier semestre 2012 : *Décimation* des banques occidentales**

En fait, il va s'agir d'une triple *décimation* [4] qui culminera avec la disparition de 10% à 20% des banques occidentales au cours de l'année à venir :

<ul style="list-style-type: none"><li>▶ - <b>une <i>décimation</i></b> de leurs effectifs</li><li>▶ une <i>décimation</i> de leurs profits</li><li>▶ et enfin, une <i>décimation</i> du nombre des banques.</li></ul>
---

Elle s'accompagnera bien entendu d'une réduction drastique de leur rôle et de leur importance dans l'économie mondiale et affectera directement les établissements bancaires des autres régions du monde ainsi que les autres opérateurs financiers (assurances, fonds de pension, ...).

### EBA stress tests: ISP 2012 Core Tier 1 ranks among the best under the adverse scenario

Main peers	CT1 2012 <sup>(1)</sup> Stress	CT1 2012 <sup>(2)</sup> Stress (with additional measures)	CT1 2010	Δ CT1 2012 <sup>(1)</sup> Stress vs CT1 2010	Δ CT1 2012 <sup>(2)</sup> Stress vs CT1 2010 (with additional measures)
Dexia	10.4%	10.4%	12.1%	-1.7%	-1.7%
Nordea	9.5%	9.5%	8.9%	0.6%	0.6%
BIVV	9.2%	10.2%	8.0%	1.2%	2.2%
<b>Intesa SanPaolo</b>	<b>8.9%</b>	<b>9.2%</b>	<b>7.9%</b>	<b>1.0%</b>	<b>1.3%</b>
ING Bank	8.7%	8.0%	9.6%	-1.0%	-1.1%
C. Agricole	8.5%	8.5%	8.2%	0.2%	0.2%
HSBC	8.5%	8.5%	10.5%	-2.1%	-2.1%
Santander	8.4%	8.9%	7.1%	1.3%	1.8%
Erste Bank	8.1%	8.1%	8.7%	-0.6%	-0.6%
BNP Paribas	7.9%	7.9%	9.2%	-1.4%	-1.4%
Lloyds Bkg Gr.	7.7%	7.7%	10.2%	-2.4%	-2.4%
UBI	7.4%	8.1%	7.0%	0.5%	1.1%
Barclays	7.3%	7.3%	10.0%	-2.7%	-2.7%
BPCE	6.8%	6.8%	7.8%	-1.1%	-1.1%
UniCredit	6.7%	7.2%	7.8%	-1.2%	-0.6%
Soc. Générale	6.6%	6.6%	8.1%	-1.5%	-1.5%
Deutsche Bank	6.5%	6.5%	8.8%	-2.2%	-2.2%
Commerzbank	6.4%	6.4%	10.0%	-3.6%	-3.6%
RBS	6.3%	6.3%	9.7%	-3.4%	-3.4%
MPS	6.3%	6.8%	5.8%	0.5%	1.0%
S. Popolare	5.7%	6.2%	5.8%	-0.1%	0.4%
Total 21 peers	7.7%	7.8%	8.9%	-1.2%	-1.1%

(1) Including capital base strengthening measures realized by April 2011  
 (2) Including capital base strengthening measures realized by April 2011 and additional strengthening actions planned or adopted (for ISP sale of branches to Crédit Agricole and disposal of Fidejuristic transactions already carried out)

INTESA SANPAOLO 9

**Un exemple de communication bancaire en temps de crise systémique globale**  
**Intesa SanPaolo se place par rapport à ses concurrents européens en matière de stress tests**  
 (et par rapport à la première victime : Dexia)

[5]

Notre équipe pourrait aborder ce sujet comme les médias anglo-saxons, le président des Etats-Unis et ses ministres [6], les experts de Washington et de Wall Street, et plus généralement les grands médias [7] le font ces derniers temps à propos de tous les aspects de la crise systémique globale, c'est-à-dire en disant : « C'est la faute de la Grèce et de l'Euro ! ». Cela aurait évidemment comme vertu de réduire à quelques lignes cette partie du GEAB N°58 et de supprimer toute velléité d'analyse d'éventuelles causes aux Etats-Unis, au Royaume-Uni ou au Japon. Mais, sans surprise pour nos lecteurs, ce ne sera pas le choix retenu par LEAP/E2020 [8]. Etant le seul *think-tank* à avoir anticipé la crise et prévu plutôt fidèlement ses différentes phases, nous n'allons pas en effet abandonner aujourd'hui un modèle d'anticipation qui fonctionne bien au profit de préjugés dépourvus de toute capacité prédictive (n'oublions pas que l'Euro se porte toujours bien [9] et que l'Euroland vient de réaliser son petit exploit d'enchaîner en six semaines les 17 votes parlementaires nécessaires pour renforcer son fonds de stabilisation financière [10]). Alors, plutôt que de répercuter de la propagande ou du « prêt-à-penser », restons fidèle à la méthode d'anticipation et collons à une réalité qu'il nous faut dévoiler pour pouvoir la comprendre [11].

En l'occurrence, depuis des lustres, quand on pense « banques », on pense avant tout à la City de Londres et à *Wall Street* [12]. Et pour cause, depuis plus de deux siècles pour Londres, et près d'un siècle pour New York, ces deux villes sont les deux cœurs du système financier international et les tanières par excellence des grands banquiers de la planète. Toute crise bancaire mondiale (comme tout phénomène bancaire d'envergure) prend donc sa source dans ces deux villes et y termine sa course aussi, puisque le système financier mondial moderne est un vaste processus d'incessants recyclages de la richesse (virtuelle ou réelle) développée par et pour ces deux villes [13].

La *décimation* des banques occidentales qui débute et va se poursuivre dans les prochains trimestres, phénomène d'ampleur historique, ne peut donc se comprendre et se mesurer sans analyser avant tout le rôle de Wall Street et Londres dans cette débâcle financière. La Grèce et l'Euro y jouent indéniablement un rôle comme nous l'avons analysé dans des GEAB précédents, mais ce sont ceux de facteurs déclencheurs : la dette de la Grèce, ce sont les turpitudes bancaires d'hier qui explosent sur la place publique aujourd'hui ; l'Euro c'est l'aiguillon de l'avenir qui perce la baudruche financière actuelle. Ce sont les deux doigts qui pointent le problème ; mais ils ne sont pas le problème.

C'est ce que sait le sage et ce qu'ignore l'idiot d'après le proverbe chinois [14].

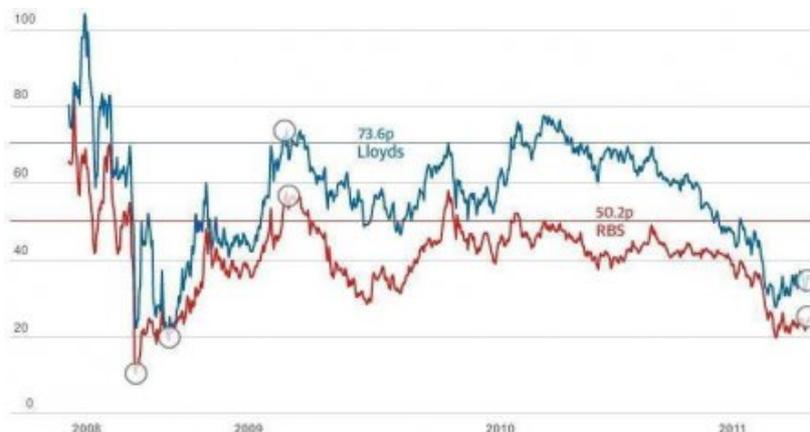
Pour anticiper l'avenir des banques occidentales, c'est en effet à Londres et *Wall Street* qu'il faut regarder, car c'est tout simplement là que le troupeau bancaire se rassemble et vient boire sa dose de Dollars chaque soir. Et l'état du système bancaire occidental peut se mesurer à travers l'évolution des effectifs des banques, de leur rentabilité et de leurs actionnaires. De ces trois facteurs on peut déduire assez directement leur aptitude à survivre ou disparaître.

### La *décimation* des effectifs des banques

Commençons donc par les effectifs ! En la matière le tableau est bien sombre pour les employés du secteur bancaire (et même désormais pour les « stars du système bancaire ») : *Wall Street* et Londres annoncent sans interruption depuis la mi-2011 des licenciements massifs, relayés par les centres financiers secondaires comme la Suisse et les banques eurolandaises ou japonaises. Ce sont au total plusieurs centaines de milliers d'emplois bancaires qui ont disparu en deux vagues : 2008-2009 d'abord, puis depuis la fin du printemps de cette année. Et cette seconde vague monte en puissance au fur et à mesure des mois qui passent. Avec la récession globale désormais en cours, l'assèchement des flux de capitaux vers les USA et le Royaume-Uni consécutifs aux changements géopolitiques et économiques en cours [15], les immenses pertes financières de ces derniers mois, et les réglementations en tout genre qui progressivement « cassent » le modèle banco-financier ultra-profitable des années 2000, les dirigeants des grandes banques occidentales n'ont plus le choix : il leur faut à tout prix limiter leurs coûts au plus vite et dans des proportions importantes. La solution la plus simple (après celle consistant à surfacturer les clients) est donc de licencier des dizaines de milliers d'employés. Et c'est ce qui se passe. Mais loin d'être un processus maîtrisé, on constate que tous les six mois ou presque, les dirigeants des banques occidentales découvrent qu'ils avaient sous-estimé l'ampleur des problèmes et qu'ils sont donc obligés d'annoncer de nouveaux licenciements massifs. Avec le *perfect storm* politico-financier qui s'annonce aux Etats-Unis pour Novembre et Décembre prochains [16], LEAP/E2020 anticipe ainsi une nouvelle série d'annonces de ce type dès le début 2012. Les *cost-killers* du secteur bancaire ont de beaux trimestres devant eux quand on voit que *Goldman Sachs*, qui est également directement concerné par cette situation, en est réduit à limiter le nombre de plantes vertes dans ses bureaux par souci d'économies [17]. Or, après les plantes vertes qu'on éradique, ce sont généralement les *pink slips* [18] qui fleurissent.

### La *décimation* du nombre des banques

D'une certaine manière, le système bancaire occidental ressemble de plus en plus à la sidérurgie occidentale des années 1970. Ainsi les « *maîtres des forges* » s'étaient crus les maîtres du monde (contribuant d'ailleurs activement au déclenchement des guerres mondiales), tout comme nos « grands banquiers d'affaires » se sont pris pour Dieu (à l'instar du PDG de *Goldman Sachs* ou au moins pour les maîtres de la planète. Et l'industrie sidérurgique fut le « fer de lance », la « référence économique absolue », de la puissance pendant plusieurs décennies. On comptait la puissance en dizaines de millions de tonnes d'acier comme on a compté ces dernières décennies la puissance en milliards USD de bonus pour dirigeants et traders des banques d'affaires. Et puis, en deux décennies pour la sidérurgie, en deux/trois ans pour la banque [19], l'environnement a changé : concurrence accrue, profits qui s'effondrent, licenciements massifs, perte d'influence politique, fin des subventions massives et in fine nationalisations et/ou restructurations accouchant d'un secteur minuscule par rapport à ce qu'il était à son heure de gloire [20]. D'une certaine manière donc, l'analogie vaut pour ce qui attend en 2012/2013 le secteur bancaire occidental.

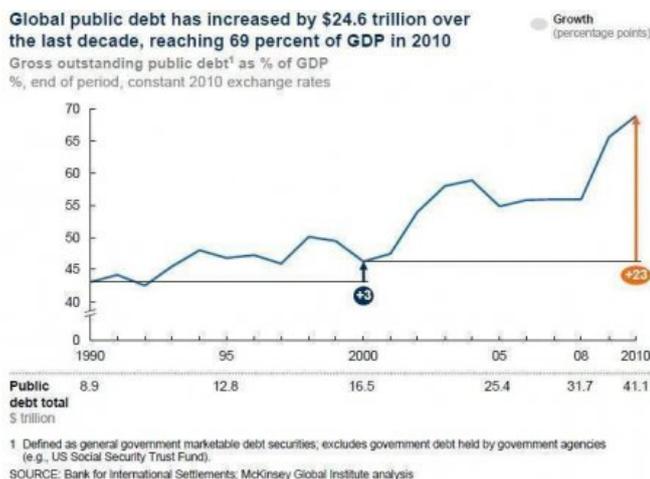


>

**Evolution du cours (et donc des pertes) du contribuable britannique suite aux rachats partiels par l'Etat de RBS et Lloyds**

Source : Guardian, 10/2011

A Wall Street, déjà Goldman Sachs, Morgan Stanley, JPMorgan avaient dû se transformer soudainement en « banques normales » pour être sauvées en 2008. A la City, l'état britannique a dû nationaliser toute une partie du système bancaire du pays et à ce jour le contribuable britannique continue à en supporter le coût puisque les cours des actions des banques se sont effondrés à nouveau en 2011 [21]. C'est d'ailleurs l'une des caractéristiques du système bancaire occidental dans son ensemble : ces opérateurs financiers privés (ou cotés sur les marchés) ne valent pratiquement plus rien. Leur capitalisation boursière s'est envolée en fumée. Cela crée bien entendu une opportunité de nationalisation à faible coût pour le contribuable dès 2012 car c'est le choix qui va s'imposer aux Etats, aux Etats-Unis comme en Europe ou au Japon. Que ce soit par exemple Bank of America [22], CitiGroup ou Morgan Stanley [23] aux Etats-Unis, RBS [24] ou Lloyds au Royaume-Uni [25], la Société Générale en France, Deutsche Bank [26] en Allemagne ou UBS [27] en Suisse [28], certains très grands établissements, « too big to fail » (trop gros pour tomber) vont tomber. Ils seront accompagnés par toute une série de banques moyennes ou petites comme par exemple Max Bank qui vient de faire faillite au Danemark [29]. Face à cette « décimation » les moyens des Etats seront rapidement dépassés, surtout en cette période d'austérité, de faible rentrée fiscale et d'impopularité politique du sauvetage bancaire [30]. Les dirigeants politiques vont donc devoir se concentrer sur la préservation des intérêts des épargnants [31] et des employés (deux aspects à fort potentiel électoral positif) au lieu de sauvegarder l'intérêt des dirigeants et des actionnaires des banques (deux aspects à fort potentiel électoral négatif et dont le précédent de 2008 a démontré l'inutilité économique [32]). Cette situation entraînera un nouvel effondrement des cours des valeurs financières (y compris les assurances jugées très « proches » du contexte bancaire) et accroîtra le désarroi des hedge funds, fonds de pension [33] et autres opérateurs traditionnellement très imbriqués avec le secteur bancaire occidental. Nul doute que cela ne fera que renforcer le contexte récessionniste général en limitant d'autant les prêts à l'économie [34].



### Evolution de la dette publique globale (1990-2010)

(en % du PNB, à taux de change constant 2010)

Sources : BRI / McKinsey, 08/2011

Pour simplifier la vision de cette évolution, on peut dire que le marché bancaire occidental réduisant considérablement son périmètre, le nombre d'acteurs sur ce marché est obligé de diminuer en proportion. Dans certains pays, en particulier ceux où les très grandes banques accaparent 70% ou plus du marché bancaire, cela va se traduire inévitablement par la disparition de l'un ou l'autre de ces très gros acteurs ... quoiqu'en disent leurs dirigeants, les *stress tests* ou les agences de notation [35]. Si l'on est actionnaire [36] ou client des banques qui risquent de s'effondrer au premier semestre 2012, il y a bien entendu des précautions à prendre. Nous en présentons plusieurs au sein des recommandations de ce GEAB N°58. Si l'on est dirigeant ou employé de ces établissements, les choses sont plus compliquées car il est désormais trop tard selon LEAP/E2020 pour éviter ces banqueroutes en série ; et le marché de l'emploi bancaire est saturé du fait des licenciements massifs. Cependant, voici un conseil de notre équipe si vous êtes employé de ces établissements : si on vous fait une offre de départ volontaire intéressante, saisissez-la car d'ici quelques mois, les départs ne seront plus volontaires et se feront dans des conditions peu favorables.

[GEAB N°58](#), 15 octobre 2011

---

[1] La *décimation* était un châtiment militaire romain consistant à punir de mort un légionnaire sur dix quand l'armée avait fait preuve de lâcheté au combat, de désobéissance ou de comportement inacceptable. Le système romain de *décimation* fonctionnait par tirage au sort.

[2] Des réglementations qui amputent fortement les activités les plus lucratives des banques. Source : [The Independent](#), 12/10/2011

[3] Notre équipe estime la proportion plutôt entre 10% et 20%.

[4] En prenant le sens de *décimation* au sens large, c'est-à-dire, une diminution brutale pouvant être largement supérieure aux 10% de l'époque romaine.

[5] Pour LEAP/E2020, ce type de classement ne présage en rien des événements puisque le choc en cours est très largement supérieur en intensité et en durée aux hypothèses des stress tests. Et cela vaut également pour les banques américaines bien entendu.

[6] Tout est bon désormais pour Barack Obama, en difficile position pour la future élection présidentielle du fait de son bilan économique catastrophique et de la déception profonde d'une grande partie de son électorat de 2007 du fait de ses multiples promesses non tenues. Il doit à tout prix essayer de rejeter sur n'importe qui ou n'importe quoi l'état désastreux de l'économie et de la société américaine. Alors pourquoi pas la Grèce et l'Euro ? Quand cela ne marchera plus (d'ici un ou deux mois), il faudra trouver autre chose mais la gestion à courte vue étant une spécialité de l'administration Obama, nul doute que le fidèle relais de *Wall Street* qu'est Timothy Geithner, son ministre des finances, trouvera une autre explication. En tout cas, cela ne sera pas la faute de *Wall Street*, avec lui on peut au moins être certain de cela. Sinon, l'administration Obama pourra toujours ressortir le « spectre iranien » pour tenter de détourner l'attention des problèmes internes aux Etats-Unis. C'est d'ailleurs ce qui semble être d'actualité avec l'histoire abracadabrante de la tentative d'assassinat de l'ambassadeur saoudien à Washington par les narcotrafiquants mexicains payés par des services iraniens. Même Hollywood hésiterait devant l'improbabilité d'un tel scénario ; mais pour sauver le soldat « *Wall Street* » et tenter une réélection, que ne ferait-on pas ? Sources : [Huffington Post](#), 26/07/2011 ; [NBC](#), 13/10/2011

[7] Ces grands médias (financiers ou généralistes) ont en effet un passé brillant en matière d'anticipation de la crise. Vous vous souvenez sûrement de leurs titres en 2006 vous mettant en garde contre la crise des *subprimes*, en 2007 vous annonçant l'« implosion » de *Wall Street* pour 2008, et bien entendu, début 2011, vous prévenant d'un grand retour de la crise dès l'été 2011 ! Non, vous ne vous en souvenez pas ? Pas de panique, votre mémoire est bonne ... car jamais ils n'ont fait ces titres, jamais ils ne vous ont prévenu de ces événements majeurs et de leurs causes. Alors, si vous persistez à considérer que comme ils le répètent tous les jours, les problèmes actuels ont pour cause « la Grèce et l'Euro », c'est que vous croyez qu'ils sont subitement tous devenus honnêtes, intelligents et perspicaces... et vous devez donc aussi croire au Père Noël dans la même

logique. C'est charmant, mais pas très efficace pour affronter le monde réel.

[8] Notre équipe a depuis longtemps souligné les problèmes européens et a anticipé plutôt correctement l'évolution de la crise sur le « Vieux continent ». En revanche, nous essayons d'éviter d'être victime du syndrome de l'arbre européen cachant la forêt de problèmes majeurs américains et britanniques.

[9] Petit rappel pédagogique : ceux qui ont parié pour un effondrement de l'Euro il y a un mois ont à nouveau perdu de l'argent. Au rythme de « crise de fin de l'Euro » tous les 4 mois environ, il ne va pas leur en rester beaucoup d'ici 2012.

[10] Alors que les Etats-Unis par exemple n'ont toujours pas été capables de démontrer leur capacité à surmonter les oppositions entre Républicains et Démocrates concernant la maîtrise de leurs déficits.

[11] A ce sujet, il est consternant de voir le G20 se préoccuper de l'Euro alors que la question centrale de l'avenir reste le Dollar. Visiblement, l'immense opération de manipulation médiatique lancée par Washington et Londres aura réussi à repousser pour un temps encore l'inévitable remise en cause du statut central de la devise US. Comme anticipé par notre équipe, il n'y a donc rien à attendre du G20 jusqu'à la fin 2012. Il va continuer à discourir, à prétendre agir et en fait à ignorer les questions clés, celles qui sont les plus difficiles à mettre sur la table. Les récentes annonces d'un accroissement des moyens du FMI font partie de ces discours vides qui ne seront pas suivi d'effets car les BRICS (les seuls à pouvoir accroître les fonds du FMI) ne mettront pas leurs moyens financiers dans une institution où ils continuent à être marginaux en termes d'influence. En attendant, ces annonces font croire qu'il existe toujours une volonté commune d'action au niveau international. Le réveil en sera d'autant plus douloureux dans les mois à venir.

[12] Si vous pensez à la Grèce, c'est que vous êtes Grec ou bien que vous êtes dirigeant ou actionnaire d'une banque ayant trop prêté à ce pays au cours des dix dernières années.

[13] Et d'une certaine manière aussi pour les deux Etats concernés. Mais c'est un aspect déjà plus discutable, et d'ailleurs largement discuté, de savoir si de telles places financières sont une bénédiction ou une malédiction pour les Etats et les peuples qui les accueillent.

[14] Source : [L'Internaute](#)

[15] Entre l'intégration accrue de l'Euroland qui prive la City de juteux marchés et le rapprochement économique, financier et monétaire des BRICS, court-circuitant Wall Street et la City, ce sont des parts croissantes du marché financier global qui échappent aux banques de Londres et New York.

[16] Voir GEAB N°57

[17] Source : [Telegraph](#), 19/08/2011

[18] Aux Etats-Unis, le « *pink slip* » est le formulaire de couleur rose qui signifie un licenciement. Source : [Wikipedia](#)

[19] Il faut plus de temps pour délocaliser de l'industrie lourde que pour déplacer un bureau de trader.

[20] C'est à peu près le processus suivi aux Etats-Unis et en Europe.

[21] Voir graphique ci-dessus.

[22] *Bank of America* est décidément à la confluence de problèmes majeurs et croissants : un procès lui réclamant 50 milliards USD pour dissimulation de pertes lors de l'acquisition de *Merrill Lynch* fin 2008 ; un rejet populaire massif de la part de ses clients suite à sa décision d'imposer un coût de 5\$ par mois pour les cartes de retrait ; un crash durable et inexplicable de son site web ; des procès en série concernant les *subprimes* impliquant propriétaires individuels et collectivités locales ; et une menace de mettre en faillite *Countrywide*, un autre de ses rachats de 2008, pour limiter ses pertes. Selon LEAP/E2020, elle incarne la banque US idéale pour un scénario de crash entre Novembre 2011 et Juin 2012. Sources : [New York Times](#), 27/09/2011 ; [ABC](#), 30/09/2011 ; [Figaro](#), 29/06/2011 ; [CNBC](#), 30/09/2011 ; [Bloomberg](#), 16/09/2011

[23] La banque US qui en 2008 avait déjà reçu le plus gros soutien financier public et qui affole à nouveau les marchés. Sources : [Bloomberg](#), 30/09/2011 ; [ZeroHedge](#), 04/10/2011

[24] Une des banques les plus vulnérables en Europe. Source : [Telegraph](#), 14/10/2011

[25] Qui voit approcher lui aussi l'heure de la dégradation de sa notation de crédit. Source : [Telegraph](#), 12/10/2011

[26] La première banque allemande est déjà exposée à un abaissement de sa notation de crédit. Source : [Spiegel](#), 14/10/2011

[27] UBS est aussi sur le chemin d'une baisse de sa notation de crédit. Source : [Tribune de Genève](#), 15/10/2011

[28] *Société Générale*, *Deutsche Bank* et *UBS* ont un point commun particulièrement inquiétant : toutes les trois se sont ruées sur l' « *El Dorado* » US au cours de la dernière décennie, investissant sans compter dans la bulle financière US (*subprimes* comme *Deutsche Bank*, *CDS* comme *Société Générale* et *évasion fiscale* comme *UBS*). Aujourd'hui, elles ne savent pas comment se sortir de ce maelström qui les entraîne chaque jour un peu plus vers le fond. Au passage, nous rappelons, que dès 2006, nous recommandions aux établissements financiers européens de se dégager au plus vite des marchés américains qui nous apparaissaient comme très dangereux.

[29] Source : [Copenhagen Post](#), 10/10/2011

[30] Même la *BBC*, certainement marquée par les émeutes britanniques de l'été 2011, se pose une question « impensable » il y a seulement un an pour ce type de médias : les Etats-Unis peuvent-ils connaître des troubles sociaux ? Se poser la question, c'est déjà y répondre. Et en Europe, un pays comme la Hongrie, au gouvernement social-nationaliste, accuse directement les banques, notamment étrangères, d'être responsables de la crise que connaît le pays. Source : [BBC](#), 20/09/2011 ; [New York Times](#), 29/10/2011

[31] Dont un nombre croissant commence à se rebeller contre les pratiques du système bancaire notamment aux Etats-Unis où le rejet de Wall Street est en croissance exponentielle, fragilisant chaque jour un peu plus les grandes banques US. Sources : [CNNMoney](#), 11/10/2011 ; [MSNBC](#), 10/11/2011

[32] Et c'est même pire que de l'inutilité économique puisqu'une étude récente montre que les banques qui ont bénéficié des soutiens publics se sont ensuite montrées les plus sujettes à réaliser des investissements risqués. Source : [Huffington Post](#), 16/09/2011

[33] Les fonds de pension publique aux Etats-Unis sont désormais face à un gouffre financier évalué entre 1.000 et 3.000 milliards USD. Les autorités publiques US préféreront-elles sauver les banques ou les retraites des fonctionnaires ? Car il va falloir choisir bientôt. Source : [MSNBC](#), 23/09/2011

[34] Source : [Telegraph](#), 02/10/2011

[35] Aucune de ces grandes banques n'est en mesure de résister aux conditions de récession mondiale et de fusion implosive des actifs financiers qui vont prévaloir dans les mois à venir.

[36] Nous aurions aussi pu développer le fait qu'on assiste à un processus de « *décimation* des actionnaires des banques ».